

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 7 FÉVRIER 2023

OBJET : DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC CONCERNANT LA FOURRIÈRE AUTOMOBILE

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 21	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 1 ^{er} février 2023
--	-------------------------------------	------------------------	---

L'an deux mille vingt-trois le sept février à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Christine BÉNET, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Dominique JOLIS, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à M. Gérard FORCADA, Mme Bérengère LÉCÉA à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Virginie JULIAN à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

Date de la publication : 10 février 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ

RAPPORTEUR : JEAN PAUL PUJOL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230207-2023-029-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/02/2023

Publication : 10/02/2023

Le Maire, Gérard Forcada



Vu l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article R. 325-4 du Code de la route ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu l'arrêté ministériel du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile ;

La ville avait décidé par le passé de gérer le service de la fourrière automobile dans le cadre d'une délégation de service public, laquelle est arrivée à son terme.

Il est proposé de poursuivre l'exploitation du service public de fourrière automobile selon le même mode de gestion, c'est-à-dire par le biais d'une délégation de service public dont les avantages notamment financiers sont avérés.

Motifs du choix du mode de gestion :

Afin d'assurer l'exploitation d'un service de fourrière automobile efficace, il s'avère nécessaire de disposer d'un terrain clôturé suffisamment important pour recevoir et conserver les véhicules, d'un local et des moyens matériels spécifiques. Les moyens humains à mobiliser doivent également permettre d'assurer le gardiennage et les restitutions sur site, parallèlement à la réalisation de l'ensemble des enlèvements qui peuvent s'avérer très aléatoires et susceptibles d'intervenir 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Compte tenu des investissements et contraintes d'exploitation spécifiques à ce service public, il a été successivement décidé de le confier à un partenaire privé, par le biais d'une délégation de service public, qui en assume dès lors le coût et le risque d'exploitation ; les seules recettes perçues correspondant aux tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Caractéristiques principales de la délégation envisagée :

Le délégataire devra être agréé conformément à l'article R. 325-24 du Code de la route.
Les caractéristiques des prestations correspondent à la mission d'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière à savoir :

- L'enlèvement ou le déplacement du véhicule,
- Le transport du véhicule,
- Le gardiennage du véhicule,
- Éventuellement la remise du véhicule au Service des Domaines (pour les véhicules non retirés par leurs propriétaires)
- Éventuellement la remise à une entreprise chargée de la destruction dans les conditions fixées aux articles L. 325-7 et L. 328-8 et suivants du Code de la Route.

Le délégataire appliquera les tarifs fixés par l'annexe II de l'arrêté du 14 novembre 2001.

En outre, il pourra être amené à procéder au déplacement de véhicules en stationnement régulier mais gênant sans mise en fourrière. Dans ce cas, son intervention donnera lieu au versement d'une somme forfaitaire déterminé dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service publique.

Les véhicules sont les véhicules deux, trois et quatre roues, les caravanes et les remorques ainsi que les véhicules poids lourds.

Le délégataire produira chaque année, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité du service.

Le montant des sommes dues au délégataire correspond aux recettes liées à l'exploitation c'est à dire au chiffre d'affaires, lequel est estimé à 7 500 € par an.

La durée de la convention serait de quatre ans.

Procédure :

Une procédure simplifiée de mise en concurrence sera diligentée conformément au Code de la commande publique.

Il est à noter que dans le cadre de la procédure, et préalablement au lancement formel de la consultation, la Commission consultative des services publics locaux et le Comité social territorial seront consultés, afin de recueillir leurs avis sur les modalités d'exploitation de la fourrière automobile.

En application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le lancement d'une consultation pour le renouvellement de la Délégation de Service Public de la fourrière automobile de la commune ;

Au terme de la procédure, Monsieur le Maire soumettra à l'approbation des membres du Conseil Municipal le choix du délégataire et le contrat de DSP finalisé.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal à l'unanimité,**

Décide :



1/ D'approuver le lancement d'une consultation pour le renouvellement de la Délégation de Service Public de la fourrière automobile de la commune ;

Au terme de la procédure, Monsieur le Maire soumettra à l'approbation des membres du Conseil Municipal le choix du délégataire et le contrat de DSP finalisé.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance
Dominique JOLIS PAILHIEZ

